

# CCTP 00 : CLAUSES COMMUNES

## PROJET – URSSAF NANTES



**Rénovation et réaménagement des  
espaces intérieurs**

**SITE DE NANTES  
3 RUE GAËTAN RONDEAU**

## MAITRE D'OUVRAGE

**URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE**

3 rue Gaëtan Rondeau  
44200 NANTES



# Evolution du document

## Document

N/Réf.	Ind.	Date	Rédacteur	Action
BZH.IN.MO088	A	23/05/2025	Coralien PINCK	Rédaction
	B	28/05/2025	Maëlis LE CLOËREC	Corrections
	C			

# SOMMAIRE

<b>1. Généralités.....</b>	<b>6</b>
1.1. Contexte .....	6
1.2. Interlocuteurs.....	6
1.3. Allotissement .....	6
<b>2. Prescriptions administratives .....</b>	<b>7</b>
2.1. Généralités et présentation des offres.....	7
2.2. Obligations contractuelles .....	7
2.3. Documents contractuels du DCE.....	8
2.4. Contenu des prix .....	8
2.5. Responsabilité des entreprises.....	9
2.6. Sous-traitance .....	9
2.7. Garantie .....	9
2.8. Reconnaissance des existants.....	10
<b>3. Prescriptions techniques.....</b>	<b>11</b>
3.1. Règlementations de référence.....	11
3.2. Démarches et autorisations .....	11
3.3. Documents à établir.....	11
3.3.1. Période de Préparation .....	11
3.3.2. Avant Travaux .....	12
3.3.3. Réception.....	12
3.3.4. Après Réception .....	12
3.4. Registres et documents de chantier .....	12
3.5. Dossiers techniques d'exécution .....	13
3.6. Relevés de mesure .....	13
3.7. Essais et contrôles des ouvrages .....	14
3.8. Dossier des ouvrages exécutés (DOE) .....	14
3.9. Installations de chantier.....	14
3.9.5. Installations générales de chantier.....	15
3.9.6. Installations de chantier spécifiques à chaque lot.....	15
3.9.7. Electricité de chantier .....	16
3.9.8. Eau de chantier.....	16
3.10. Moyen d'accès .....	16
3.11. Crise sanitaire – Santé sécurité.....	17
3.11.1. Consignes à toutes les entreprises.....	17
3.12. Compte prorata .....	17
3.13. Bennes de chantier .....	18

<b>3.14. Stockage du matériel.....</b>	<b>18</b>
<b>3.15. Nettoyage du chantier.....</b>	<b>18</b>
<b>3.16. Echafaudages, agrès et protections .....</b>	<b>18</b>
<b>3.17. Evacuation et tri des déchets.....</b>	<b>18</b>
<b>3.18. Protection du chantier.....</b>	<b>19</b>
<b>3.19. Protections des ouvrages .....</b>	<b>19</b>
<b>3.20. Responsabilités pour vols et/ou dégradations.....</b>	<b>19</b>
<b>3.21. Réception des supports.....</b>	<b>20</b>
<b>3.22. Travaux en milieu occupé.....</b>	<b>20</b>
3.22.2. Protection des existants .....	20
3.22.3. Communication avec les occupants.....	21
3.22.4. Obligation des occupants.....	21
3.22.5. Horaires de chantier .....	22
<b>3.23. Prototypes d'ouvrages et échantillons-référence .....</b>	<b>22</b>
<b>3.24. Contrôle technique des ouvrages en cours de travaux .....</b>	<b>22</b>
<b>3.25. Coupure des réseaux .....</b>	<b>23</b>
<b>3.26. Éventuel rejet d'eaux ou de liquides du chantier .....</b>	<b>23</b>
<b>3.27. Hygiène et sécurité.....</b>	<b>23</b>
<b>3.28. Nuisances sonores .....</b>	<b>23</b>
<b>3.29. Protection des travailleurs.....</b>	<b>23</b>
<b>3.30. Dimensions des éléments constitutifs .....</b>	<b>24</b>
<b>3.31. Tolérances de fabrication.....</b>	<b>24</b>
<b>3.32. Tolérances dimensionnelles .....</b>	<b>24</b>
<b>3.33. Tolérance d'exécution.....</b>	<b>24</b>
<b>3.34. Qualité des prestations .....</b>	<b>25</b>
<b>3.35. Pose des ouvrages .....</b>	<b>25</b>
<b>3.36. Réservations.....</b>	<b>25</b>
<b>3.37. Percements.....</b>	<b>25</b>
<b>3.38. Trous, scellements, calfeutrements et raccords .....</b>	<b>25</b>
<b>3.39. Calfeutrement et traitement de l'étanchéité à l'air .....</b>	<b>25</b>
<b>3.40. Interactions entre lots .....</b>	<b>26</b>
<b>3.41. Matériaux, produits, fournitures .....</b>	<b>26</b>
<b>3.42. Engagement des entreprises vis-à-vis des produits et matériaux.....</b>	<b>26</b>
<b>3.43. Intervention sur matériau contenant de l'amiante .....</b>	<b>26</b>
<b>4. Planning prévisionnel.....</b>	<b>27</b>
<b>4.1. Planning d'intervention.....</b>	<b>27</b>
<b>4.2. Réception partielle des plateaux et mise à disposition en fin de travaux.....</b>	<b>27</b>



## 1. Généralités

### 1.1. Contexte

Les stipulations du présent CCTP ont pour objet de définir les travaux suivants :

*Rénovation et réaménagement des espaces intérieurs d'un immeuble de bureaux, siège social de l'URSSAF Pays de La Loire.*

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage a principalement identifié les travaux suivants :

- Aménagement des bureaux.
- Réfection de la ventilation.

Le présent rapport constitue le Cahier des Prescriptions Communes à l'ensemble des lots. Chaque entreprise se doit d'en prendre connaissance et devra respecter l'ensemble des prescriptions décrites.

Dans les CCTP spécifiques de chacun des lots peuvent être décrites des prescriptions spécifiques : elles sont complémentaires des éléments du présent document.

### 1.2. Interlocuteurs

MOA	Rôle	Nom Prénom	Téléphone	Mail
<b>Urssaf Pays de la Loire</b>	Manager de Secteur Gestionnaire	Sophie ALLART Benoît RINGEARD	06 26 67 88 72 06 66 09 87 58	sophie.allart@urssaf.fr benoit.ringeard@urssaf.fr
<b>Bureau Véritas</b>	Bureau de contrôle	Marie GABORIAUD	07 50 15 37 39	marie.gaboriaud@bureauveritas.com
<b>Bureau Véritas</b>	Coordinateur SPS	Louis-Vincent DESMARES	06 48 33 39 88	louis-vincent.desmares@bureauveritas.com
MOE	Rôle	Nom Prénom	Téléphone	Mail
<b>Nepsen</b>	BET TCE, Mandataire	Yann RAVARY Coralien PINCK Maëlis LE CLOEREC	06 71 22 87 38 06 59 78 27 39 06 69 30 55 79	yann.ravary@nepsen.fr coralien.pinck@nepsen.fr maelis.le-cloerec@nepsen.fr
<b>Sandrine Pouget Architecte</b>	Architecte	Sandrine POUGET	06 88 82 86 36	sandrine.pouget.architecte@orange.fr
<b>ELEIS</b>	Coordinateur SSI	Mathieu CHASTREY	06 24 88 04 22	m.chastre@eleis-ingenierie.fr

### 1.3. Allotissement

Au regard des travaux envisagés, il a été choisi de décomposer le marché de la manière suivante :

- Lot n°1 : Désamiantage – Déplombage
- Lot n°2 : Curage
- Lot n°3 : Partitions intérieures
- Lot n°4 : Chauffage Ventilation Plomberie GTC
- Lot n°5 : Electricité CFO CFA SSI

Les entreprises devront prendre connaissance de tous les CCTP et en particulier :

- Des dispositions applicables à l'ensemble des lots.
- Des dispositions applicables au lot spécifique auquel ils soumissionnent.

## 2.PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

---

### 2.1.Généralités et présentation des offres

L'entreprise répondant au présent marché devra :

- Réaliser les prescriptions définies dans l'ensemble des documents contractuels,
- Dans le temps imparti par le Règlement de Consultation, la remise de prix.
- La dénonciation dans le même temps, des imprécisions ou incohérences relevées au regard des DTU, règles de calculs, avis techniques et normes françaises en vigueur à la date de la remise des offres.
- Dans le cas de non-dénonciation avant la remise d'offres, tous redressements par rapport aux documents mentionnés ci-dessus seront exigés de plein droit, sans plus-value, comme étant sous-entendus, nécessaires minima à la bonne exécution des prescriptions.
- Les installations provisoires nécessaires à son chantier, l'amenée et le repli du matériel nécessaire, la protection lors de son intervention de ses ouvrages propres et des ouvrages existants, le nettoyage du chantier en cours et après l'exécution des travaux, l'évacuation de tous détritux et gravois aux décharges publiques, les mesures de sécurité obligatoires, la réparation des dommages causés aux tiers et par les intempéries.
- L'approvisionnement, la manutention et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux correspondant à la remise des offres et selon l'ordonnancement arrêté contradictoirement avec le Maître d'Œuvre par le planning.

L'entreprise doit joindre à son offre toutes les pièces justificatives permettant son analyse.

Son offre doit notamment :

- Être réalisée sur les bases des pièces du marché,
- Être établie selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, relative au lot auquel elle soumissionne,
- Comporter la mention de toutes erreurs ou anomalies observées dans les documents contractuels du marché.

Les différents CCTP s'efforcent de renseigner l'entreprise sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif ni exhaustif et que l'entreprise devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement de son lot.

L'entreprise, préalablement à sa remise d'offres, devra prendre connaissance des lieux et évaluer toutes les difficultés d'accès. Le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation.

Avant tout début d'exécution, l'entreprise devra vérifier toutes les cotes des dessins et plans qui lui seront remis ainsi que toutes les dispositions particulières pouvant influencer ses travaux.

L'entreprise provoquera, en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires.

Faute par lui de ne pas se conformer à ces prescriptions, il deviendra seul responsable de toutes les conséquences de toute nature pouvant en résulter.

L'entreprise est tenue de repérer, d'après les pièces du projet, les notes de calcul et dessins d'ensemble et de détails qui seront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Toutes propositions chiffrées par l'entreprise hors du présent cadre seront considérées comme des variantes.

Le cadre de réponse fourni en annexe à l'acte d'engagement dans le DCE est contractuel.

### 2.2.Obligations contractuelles

L'entreprise fera une proposition complète et forfaitaire après avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP. Durant les travaux, elle ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'omissions afin de modifier le montant de sa prestation.

L'entreprise se devra de vérifier l'ensemble des détails du projet et de signaler au Maître d'Œuvre durant la phase d'appel d'offres toute insuffisance, inexactitude, omission ou discordance constatée dans les pièces fournies.

L'entreprise pourra présenter dans son offre toutes les observations ou sujétions qu'elle jugera nécessaires afin de justifier les rectifications éventuelles apportées aux prescriptions du présent document.

Dans tous les cas, il devra prévoir dans son offre tous les ouvrages nécessaires à la bonne exécution de la mission dans les Règles de l'Art.

L'entreprise est tenue au respect du planning défini avec la maîtrise d'œuvre.

Elle veillera à communiquer par écrit dans les délais impartis, dès la phase étude, tous les renseignements techniques nécessaires à la compréhension de ses travaux aux autres lots ayant des ouvrages à exécuter en rapport avec le lot concerné, notamment les réservations, les percements, les attentes, les encombrements, etc.

De même, elle prendra toutes les dispositions qui s'imposent afin d'obtenir des autres lots tous les documents, en particulier les sujétions apportées par eux en phase étude, nécessaires à la bonne visibilité et à la bonne estimation des travaux qu'elle doit effectuer.

L'entreprise, pourra également participer à l'établissement, en coordination avec tous les lots, d'un plan de synthèse des prestations. L'entreprise est tenue d'adapter ses installations aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux plans d'exécution des autres lots.

Elle est également tenue à l'obligation de résultat.

## 2.3. Documents contractuels du DCE

Les documents contractuels constituant le Dossier de Consultation des Entreprises sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le présent Cahier des Prescriptions Communes à tous les lots,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifiques à chacun des lots,
- Les Décompositions de Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS),
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT),
- Les plans architecte,
- Les diagnostics techniques,
- Les plans techniques de chacun des lots,
- Le calendrier général de l'opération.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance de l'ensemble de ces documents, ainsi que ceux qui y sont mentionnés. Le fait de remettre une offre en est considéré comme la confirmation.

## 2.4. Contenu des prix

La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), établi par l'entreprise, décompose le prix global forfaitaire en sous détails de prix unitaires. Ces prix unitaires servent seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les avenants éventuels en plus ou en moins.

Il est rappelé que les quantités indiquées dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), ne sont pas contractuelles, le marché étant passé global et forfaitaire.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et sont exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m<sup>2</sup>), soit au mètre cube (m<sup>3</sup>), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels, des frais de chantier qui lui sont imputés, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle et des exigences du planning.

Sauf cas expressément cité dans un paragraphe de descriptif des ouvrages, les prestations s'entendent **en fourniture et pose, abrégé par le sigle « F&P »** dans l'ensemble des descriptifs des ouvrages.



## 2.5.Responsabilité des entreprises

L'Entreprise reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation,
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, l'Entreprise sera contractuellement tenue de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utile au Maître d'œuvre qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

L'entreprise ayant suppléée, de par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des différents C.C.T.P, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des C.C.T.P. (ou des bordereaux des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour une entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre, dans son mémoire technique.

## 2.6.Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les travaux ne pourront être entrepris que si l'acceptation est constatée par un acte spécial signé par le Maître d'Ouvrage ou la personne responsable du marché et par l'entreprise qui conclut le contrat de sous-traitance.

En aucun cas l'entreprise ne pourra sous-traiter en totalité les travaux qui lui auront été commandés.

L'acte spécial sera fourni, soit au moment de la remise des offres, soit en cours d'exécution des travaux et indiquera avec précisions :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les modalités de calculs et de versement des avances et acomptes,
- La date d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses,
- Les modalités de révision ou d'actualisation des prix,
- Le nom de la personne habilitée à donner les renseignements.

Les sous-traitants devront posséder les qualifications nécessaires à la réalisation des travaux pour lesquels ils sont choisis par l'entreprise mandataire. Les attestations (Qualibat ou autres) seront fournies à la maîtrise d'œuvre au moment de la remise des offres.

Les dossiers de sous-traitance seront fournis 2 semaines minimum avant l'intervention du sous-traitant.

## 2.7.Garantie

L'entreprise devra assurer une garantie contractuelle sur ses travaux (décennale si liée à la solidité et à la bonne utilisation de l'ouvrage. Biennale pour le reste).

Pendant toute la durée de cette garantie, l'entreprise restera responsable de ses ouvrages.

La garantie du bon fonctionnement des installations est prévue sur un an à la date de la réception totale des travaux (période de garantie de parfait achèvement) et elle est indépendante de toute autre garantie (décennale, etc.).

Si l'entreprise met en œuvre un procédé "non traditionnel" et que ce procédé n'a pas fait l'objet d'un Avis Technique et donc n'est pas couvert par le CSTB, ou que, malgré l'Avis Technique, le CSTB ne garantit pas, l'entreprise devra justifier d'une police d'assurance conjointe et solidaire avec le fabricant, apportant les mêmes garanties qu'attribuerait le CSTB pour le même type d'ouvrage.

L'entreprise devra communiquer au Maître d'Œuvre la copie du contrat d'assurance couvrant la garantie décennale même en cas de cessation de paiement de la prime.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, en cas de constatations de malfaçons, fautes d'exécution ou mise en œuvre non conforme de matériaux ou matériel qui se révéleraient à l'usage, des travaux de reprise seront à la charge de l'entreprise. Ils devront être réalisés dans les meilleurs délais et ne seront pas sujet à une rémunération supplémentaire.

## 2.8.Reconnaissance des existants

Il est vivement conseillé à chaque entreprise de procéder à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, aux éléments suivants :

- La configuration des lieux,
- L'état général des existants et de leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- L'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché,
- Les principes constructifs des existants,
- L'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes,
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques concernés par les travaux décrits dans le présent marché, installations sanitaires ou électriques,
- Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au C.C.T.P. et leur coût.

L'offre de l'entreprise sera donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à une parfaite exécution de l'ouvrage, dans les termes de prix, délais et qualités demandés.

## 3.PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

---

### 3.1.Règlementations de référence

Sont applicables au présent marché tous les textes et documents législatifs et réglementaires en vigueur à la date de remise des offres, et en particulier :

- Le Code de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitation, de l'Environnement et des Nuisances
- Le Code du travail
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction et la Sécurité Incendie
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs publiés par le C.S.T.B.
- Les Prescriptions et Spécifications du R.E.E.F.
- La collection complète des normes diverses suivantes :
  - Spécifications de l'A.D.E.T.S
  - Normes AFNOR, UTE, USE
  - Normes N.F.
  - EURONORME
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)
- Les Cahiers des Prescriptions Communes (C.P.C) des Marchés de l'Etat
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales des Marchés Publics (C.C.T.G.)
- Les règles agréées par l'AFAC (Association Française des Assureurs Construction)
- Les prescriptions liées aux ATEX
- Les Cahiers des Charges et Fascicules Techniques des Compagnies Concessionnaires (E.D.F., G.D.F., P.T.T., EAU, Egouts, Voiries, etc.)
- Les Recommandations publiées par la Commission Technique des Assurances
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. pour tous les matériaux et procédés « non traditionnels »
- Les décrets relatifs aux mesures de sécurité des travailleurs et des échafaudages
- Les Règlements d'hygiène et de sécurité préfectoraux
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

### 3.2.Démarches et autorisations

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer en temps utile toutes démarches auprès des services publics, services locaux et concessionnaires pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords... nécessaires à la réalisation de ses travaux.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches sera à transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

### 3.3.Documentation à établir

#### 3.3.1.Période de Préparation

Dans un délai de 8 jours à dater de l'ordre de service, l'entreprise établit de façon générale et globale les éléments suivants :

- Un projet de planning d'organisation des travaux par lot fixant les délais de leur phase d'exécution (intégrant les délais de commande, livraisons et mises en service) s'intégrant dans le délai global fourni par la Maîtrise d'œuvre,

- Un planning financier mensuel intégrant l'éventuelle avance forfaitaire,
- Un projet d'installation et d'organisation du chantier avec indication précise des stades d'installation et de mise en service de différents engins et appareils, des rotations ou réemplois éventuels, des déposes et des démontages,
- La liste nominative du personnel d'encadrement et de ses représentants présents sur le chantier (nombre de personnes présentes par phase à détailler), aptes à prendre toute décision et à recevoir les instructions du Maître d'Œuvre.

Ces pièces devront obtenir l'agrément du Maître d'Œuvre.

### 3.3.2. Avant Travaux

Dans le délai imposé par le Maître d'œuvre ou OPC, l'entreprise devra la remise au Maître d'œuvre d'un dossier technique complet (dossier d'Exécution) selon les éléments décrits dans le paragraphe suivant (4.4).

Les travaux ne débuteront pas avant la validation du dossier technique complet par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle. En cas de travaux démarrés sans validation l'entreprise sur demande de la maîtrise d'œuvre devra la reprise partielle ou complète de ses ouvrages compris travaux induits.

### 3.3.3. Réception

La réception des travaux doit faire l'objet d'une demande écrite par l'entreprise après achèvement de tous ses travaux. Dès la fin des travaux et avant réception, l'entreprise devra les essais et vérifications nécessaires selon les éléments décrits dans le présent DCE.

La réception ne pourra être validée que si tous les essais de bon fonctionnement sont satisfaisants. La réception sera notifiée par écrit par le Maître d'ouvrage et Maître d'Œuvre.

Toute réserve figurant sur le PV de réception devra être levée dans les délais imposés par le Maître d'ouvrage et Maître d'Œuvre.

Si une réserve ne permet pas la livraison de l'ouvrage (fonctionnement impossible, sécurité du site non garantie, étanchéité non garantie...) dans les délais prévus alors la réception ne sera pas prononcée entraînant ainsi l'application de pénalités pour les entreprises identifiées comme responsables. Ces dernières devront tout mettre en œuvre pour programmer une nouvelle réception.

### 3.3.4. Après Réception

La Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est d'une durée de 1 an à compter de la réception. Pendant cette période l'entreprise doit réparer tous les désordres se révélant sauf si les désordres en question sont causés par une dégradation volontaire d'un usager ou par un usage non conforme aux prescriptions décrites dans les notices fournies par l'entreprise dans le DOE.

## 3.4. Registres et documents de chantier

Les entreprises doivent maintenir en permanence dans les bureaux de chantier les documents suivants, à jour et dans leur dernière version :

- Le dossier marché signé.
- Les plans de retrait amiante.
- Les stratégies d'échantillonnage.
- Les rapports de repérage amiante avant travaux.
- Les constats de risque d'exposition au plomb.
- Les PPSPS.
- Pour les déchets amiantés, la fiche d'identification déchets amiante, les certificats d'acceptation préalables et les bordereaux de suivis.
- Les fiches de vérification de l'aéraulique réelle.

- Les résultats d'analyse d'empoussièrement et autres analyses (MEST, META environnemental, etc...).
- Le procès-verbal de consignation électrique.
- Le procès-verbal d'arrêt de fluides des concessionnaires présents sur site.
- Les fiches d'aptitude des dernières visites médicales de chaque employé.
- Les procès-verbaux de vérification des nacelles, échafaudages, etc...
- Les registres d'entretien et de vérification de tous les appareils sur le chantier.
- Le registre journal des visites du coordonnateur SPS.
- La liste du personnel intervenant sur le chantier avec copie des contrats de travail.
- Les comptes rendus des réunions de chantier.
- Les livrables listés dans le présent document et dans les CCTP de chaque site.

### 3.5. Dossiers techniques d'exécution

Dans le délai imposé par le maître d'œuvre ou l'OPC, l'entreprise est tenue de fournir un dossier complet d'études d'Exécution au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour approbation (versions papiers et dématérialisées). Ce dossier sera structuré, référencé, complet et composé de :

- Notes de calculs.
- Dessins d'atelier et de chantiers de ses ouvrages.
- Plans de traçage et d'implantation.
- Plans et croquis d'exécution.
- Fiches techniques des produits proposés avec sélection du produit envisagé,
- Avis techniques.
- Echantillons éventuels.
- Les plannings d'étude, de commande, d'approvisionnement, d'exécution, etc.
- Plans de coordination avec les autres lots.
- La liste des sous-traitants et missions affectées à chacun.

Ces plans et détails feront clairement apparaître tous les détails d'exécution et tous renseignements utiles en fonction de la particularité de l'ouvrage.

Ces documents porteront toutes les cotes et indiqueront avec précision toutes les réservations, incorporations et dispositions diverses nécessaires à la bonne et parfaite réalisation des ouvrages. L'entreprise exécutera sur ses plans, croquis et dessins, toutes les modifications et mises au point qui seront jugées utiles.

Après accord du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage et du bureau de contrôle, la version définitive de ces plans, croquis et dessins sera considérée comme "bonne pour exécution".

L'entreprise devra également fournir toutes les fiches techniques des produits employés, y compris Procès-Verbaux d'essais et Avis Techniques correspondants. Tous les documents qu'elle produira devront avoir reçu l'approbation du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

A la demande de l'OPC, les entreprises doivent également le traçage sur site des implantations de leurs ouvrages. La mise à jour du dossier d'exécution, en cours de chantier, fait partie intégrante de la prestation de l'entreprise.

### 3.6. Relevés de mesure

L'entreprise se doit, avant toute exécution, de relever sur place les dimensions et cotes de construction nécessaires à une parfaite réalisation.

L'entreprise devra effectuer tous les relevés de mesures nécessaires à l'établissement des calepins et des découpes de matériaux. Elle signalera au Maître d'œuvre les écarts pouvant exercer une influence sur le projet.

Avant tout approvisionnement ou mise en fabrication, l'entreprise devra relever toutes les cotes figurant sur les plans et vérifier sur place leur exactitude.  
Il sera seul responsable de ses relevés.

### 3.7.Essais et contrôles des ouvrages

En fin de travaux, les installations seront soumises à un programme d'essais et de contrôles permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des constituants et afin de s'assurer de la réalisation des ouvrages conformément aux Règles de l'Art, aux réglementations et normes en vigueur. Ces essais et contrôles sont à la charge de l'entreprise et placés sous sa responsabilité.

L'entreprise informera le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et le bureau d'études des dates de ces essais et contrôles afin d'y être éventuellement présent.

Les essais et contrôles relatifs à la stabilité et au fonctionnement seront conduits conformément aux réglementations en vigueur.

Les essais et contrôles en fonctionnement seront réalisés avant la réception des ouvrages. Un rapport comprenant le descriptif des essais et contrôles réalisés et les résultats de ceux-ci sera dressé par l'entreprise. Ce rapport sera adressé au maître d'œuvre.

Dans le cas où les résultats ne seraient pas satisfaisants, celui-ci pourra exiger tous les essais et contrôles complémentaires qu'il estime nécessaires, aux frais de l'entreprise, et, le cas échéant, la mise en conformité des ouvrages concernés.

L'entreprise doit également l'ensemble des contrôles relatifs à la sécurité. Elle doit se soumettre aux exigences du contrôleur technique établies dans le cadre de sa mission.

Ces essais et contrôle des ouvrages font partie intégrante du marché. Les documents dûment complétés attestant leur conformité conditionnent la réception des travaux.

### 3.8.Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Dans un délai de 1 mois maximum après la réception des travaux, l'Entreprise fournira au Maître d'Ouvrage son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en 1 exemplaire papier ainsi que deux dématérialisées sous forme de CD-Rom/Clé USB. Ce dossier sera structuré, référencé, complet et devra contenir :

- Le descriptif des installations et le principe de fonctionnement,
- Les certificats de conformité des installations,
- La nomenclature du matériel installé avec toutes indications de provenance et de maintenance, les fiches techniques et notices détaillées, et PV de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie de certificats de garantie, contacts SAV et le cas échéant, d'épreuve ou essais réglementaires,
- Les PV d'essais effectués et le rapport technique faisant état des réglages réalisés à la mise en service de l'installation,
- Les notices d'utilisation destinées aux gestionnaires, et notamment le descriptif des opérations de maintenance à réaliser sur les installations avec leur fréquence,
- Les plans de recollement y compris schémas et plan de repérage des matériels mis en œuvre (format DWG et PDF),
- Les notes de calculs,

Le DOE doit contenir les documents spécifiques au chantier. Il sera refusé toute documentation générique sans précision sur les modèles effectivement installés. Le DOE devra être entièrement validé par le Maître d'œuvre avant envoi au Maître d'Ouvrage.

### 3.9.Installations de chantier

Les installations de chantier générales sont à la charge du lot 03 Partitions Intérieures.

Les installations en Electricité de chantier sont à la charge du lot 05 CFO CFA SSI.

Les installations en Eau de chantier sont à la charge du lot 04 Plomberie Chauffage Ventilation.

### 3.9.5. Installations générales de chantier

L'entreprise du lot 03 Partitions Intérieures prendra à sa charge les installations de chantier générales pour l'ensemble des travaux. Les frais liés à la mise en place de ces installations de chantier, et repli en fin de chantier, selon le planning prévisionnel et les plans de l'architecte, seront supportés par le lot Partitions Intérieures (à chiffrer en base, pas de refacturation au compte prorata).

Ces installations de chantier seront composées de :

- Un panneau de communication aux dimensions minimales 300 cm x 200 cm.
- Un panneau de chantier aux dimensions minimales 250 cm x 150 cm suivant les directives du Maître d'Ouvrage, indiquant la consistance des travaux, les intervenants, les sous-traitants et le financement.

*Nota : les maquettes des deux panneaux seront transmises par le Maître d'Ouvrage pour tirage et impression par le lot 03 Partitions Intérieures.*

- Installation et repli en fin de chantier de bungalows de chantier selon les prescriptions du CSPS :
  - Bungalows équipés pour bureau de chantier.
  - Bungalows équipés pour réfectoire, avec point d'eau et raccordement à l'égout le plus proche.
  - Bungalows équipés pour vestiaires du personnel,
  - WC chimique de chantier en dernier recours.
  - Ils seront adaptés à l'effectif maximal du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier.

*NOTA : Les sanitaires situés au rez-de-chaussée ainsi que les sanitaires sur les étages en cours de réalisation sont mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier ; sous réserve d'un usage respectueux et d'un maintien en bon état de propreté.*

- Aménagement des bungalows, selon les prescriptions du CSPS :
  - Bureaux de chantier équipé de chauffage, d'éclairage, de tables et de chaises.
  - Locaux destinés aux sanitaires, vestiaires et réfectoire du personnel présent sur le chantier, avec équipement de cuisson, chauffage et éclairage, tables, chaises et armoires vestiaires à clefs.
- Le nettoyage et l'entretien de la base vie sont gérés par le lot 03 Partitions Intérieures. Les frais associés sont pris en charge par le compte prorata (voir paragraphe dédié).
- **Pour chaque phasage de travaux selon planning et plans de l'architecte :**
  - Balisage, sécurisation et barriérage HERAS de zones de chantier générales nécessaires au bon déroulement du chantier (zone de chantier, zone pour bennes à gravais, containers de stockage, zone de stockage extérieure, plateforme de desserte, balisage intérieur par palissades bois, chaines et cadenas à code, etc...). Les barrières pleines ne sont pas acceptées.
  - Portails d'accès chantier piétons et véhicules intégrés dans le barriérage.
  - Fermeture par panneaux provisoires autostables selon gestion des flux afin de limiter le chantier uniquement aux entreprises.
- Cheminement d'accès base-vie chantier dans les zones espaces verts avec mise en place de géotextile + tout venant compacté compris remise en état totale en fin de chantier.
- Protection des éléments conservés et à proximité du chantier : mats d'éclairage, éléments de voiries, etc...
- Se munir des autorisations administratives nécessaires aux travaux auprès des services compétents,
- Les plans des installations de chantier sont à la charge du lot Partitions Intérieures et seront à faire valider au préalable au coordinateur SPS et au Maître d'œuvre. Les plans d'installations de chantier intégreront également l'implantation des besoins en stockage des autres entreprises du chantier.

### 3.9.6. Installations de chantier spécifiques à chaque lot

Les installations de chantier spécifiques restent à la charge de chaque lot :

- Démarches administratives nécessaires aux travaux de son lot,
- Mise en sécurité de ces zones de travail (balisage, stockage de matériel...),

- Nettoyage et évacuation quotidien des déchets des zones de travaux.

Les entreprises de l'ensemble des lots devront transmettre leurs besoins en électricité et eau de chantier aux lots concernés durant la phase de préparation du chantier.

### 3.9.7. Electricité de chantier

Le Lot Electricité CFO CFA prendra en charge l'installation électrique de chantier et repli en fin de travaux. Cette installation comprend :

- L'alimentation électrique de la base vie et certificat de contrôle.
- La consignation électrique des zones de travaux (par niveau) avec remise d'un PV de consignation.
- L'installation de compteurs électriques de chantier (compris demande et frais liés à l'installation de logette par ERDF si nécessaire).
- L'installation de l'éclairage du chantier permettant la circulation.
- L'installation de coffrets de chantier (force et éclairage) à répartir sur l'ensemble du chantier selon les besoins de chacune des entreprises intervenantes. Compris démarches, et frais associés d'obtention d'autorisation de raccordement, contrôle de conformité des installations provisoires...

Elle devra également prévoir dans son installation de chantier électrique la mise à disposition d'une prise en triphasé pour les interventions spécifiques de certains lots. La localisation de la prise et puissance nécessaire sera à valider auprès des lots concernés.

L'entreprise devra avant tout démarrage des travaux les consignations électriques des zones de chantier.

Les installations de chantier en électricité seront entièrement mises à disposition de l'ensemble des corps d'état. Le paiement au Maître d'Ouvrage des consommations d'électricité sera supporté par le compte prorata (cf. paragraphe suivant).

### 3.9.8. Eau de chantier

Le Lot 04 Plomberie Chauffage Ventilation prendra en charge l'installation en eau de chantier et repli en fin de travaux. Cette installation comprend :

- L'alimentation en eau de la base vie compris réseaux d'évacuation des sanitaires à l'égout le plus proche.
- La consignation en eau, gaz, chauffage, etc... des zones de travaux avec remise d'un PV de consignation.
- L'installation de compteurs d'eau de chantier.
- Le raccordement des évacuations aux regards adéquats.
- Les démarches et prise en charge des frais auprès des sociétés concessionnaires.

Les installations d'eau de chantier sont à réaliser par des professionnels compétents, qualifiés et habilités pour ces travaux.

L'entreprise devra avant tout démarrage des travaux les vidanges et purges nécessaires des zones concernées.

Les installations de chantier en eau seront entièrement mises à disposition de l'ensemble des corps d'état. Le paiement au Maître d'Ouvrage des consommations d'eau sera supporté par le compte prorata (cf. paragraphe suivant).

### 3.10. Moyen d'accès

La Maitrise d'ouvrage dispose de trois ascenseurs au sein du noyau. Un ascenseur sera dédié aux travaux et pourra être utilisé pendant toute la durée du chantier. Ce dernier devra être protégé par le lot 03 Partitions Intérieures pendant toute la durée du chantier.



## 3.11.Crise sanitaire – Santé sécurité

### 3.11.1.Consignes à toutes les entreprises

Les Entreprises seront tenues d'adopter les mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Ces indications sont valables pour toutes crises sanitaires, Covid 19, ou tout autre contexte épidémique.

En ce sens, elle suivra les prescriptions du guide l'OPPBTP (dernière version en vigueur), et du PGC. En particulier (liste non exhaustive) :

- Respecter les gestes barrières.
- Port du masque chirurgical pour les interventions à proximité de personnes à risque.
- Contrôle de l'accès des salariés et autres intervenants en entreprise et sur chantier.
- Désignation d'un référent COVID 19 par entreprise et d'un référent COVID 19 pour le chantier.
- La tenue d'un registre de sécurité (consignant les effectifs, les zones d'intervention, les dates et durées d'intervention).
- Assurer une information et communication de qualité avec les personnels.
- Utilisation des questionnaires mis à disposition pour évaluer et fixer les conditions d'intervention sur chantier.
- Ne démarrer les travaux que sur strict accord du CSPS et du Maître d'œuvre.
- Nettoyage strict et désinfection de tout équipement commun avant et après utilisation.
- Gestion spécifique des véhicules de l'Entreprise et de l'outillage mis à disposition des salariés.

En complément, il sera demandé à chaque Entreprise de posséder en tout temps son propre matériel de désinfection, afin de pouvoir assurer la sécurité de son personnel.

D'une manière générale, l'Entreprise s'engage à respecter les prescriptions du CSPS et du Maître d'œuvre sur ces aspects en particulier.

Toutes ces consignes sont réputées connues à ce jour. De fait, l'Entreprise intégrera dans ses prix unitaires l'ensemble des contraintes liées à la gestion sanitaire du chantier, tant en termes de fournitures que de délais. Aucune demande de plus-value financière ne sera acceptée par la Maîtrise d'œuvre, de quelque nature que ce soit.

## 3.12.Compte prorata

Il sera géré par le Lot 03 Partitions Intérieures.

Il est utile de rappeler que la répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise, sauf accord particulier pour certaines dépenses expressément énumérées qui feraient l'objet d'une règle de répartition particulière.

En accord avec le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre peut appliquer une retenue sur chaque proposition de paiement des situations mensuelles des travaux, pour provisionner les dépenses communes.

Les fonds seront directement versés sur le compte commun, ou au gestionnaire, sur la base du budget prévisionnel, à la demande du gestionnaire du compte, avec l'accord du comité de contrôle.

Le compte prorata prend en charge les frais ainsi que les assurances obligatoires des ouvrages et des prestations suivantes :

- Bennes de chantier : se référer au paragraphe suivant.
- Relevés des consommations d'énergie et d'eau de chantier utilisées pendant la durée des travaux et paiement au Maître d'Ouvrage.
- Frais de nettoyage et d'entretien de la base vie (bureau de chantier, vestiaires, réfectoire, sanitaires, remise en état de barriérage, ...).

- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation, matériellement imputable à un tiers extérieur et inconnu du marché, des équipements communs au chantier.
- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs au chantier imputable à une entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée.
- Frais de nettoyage du chantier suite à un manque d'une entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée.
- Nettoyage quotidien des abords et des circulations durant les travaux.

Nota : Les frais des installations de chantier décrites au paragraphe précédent (4.9) ne sont pas à la charge du compte prorata. Ces frais sont entièrement supportés par les lots en charge des installations de chantier qui devront en tenir compte dans leur offre.

### 3.13. Bennes de chantier

Il n'est pas prévu de mettre en place des bennes à gravois pour la gestion commune des déchets. Chaque entreprise devra gérer l'installation de ses propres bennes et l'évacuation de ces déchets.

Pour les travaux générant d'importants gravois, les entreprises pourront installer une benne dans la zone de stockage prévue et en supporteront les frais. L'implantation de ces bennes se fera en concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS.

Aucune benne ne devra rester en place sur le chantier les week-ends, jours fériés et vacances sans validation préalable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

### 3.14. Stockage du matériel

Selon leurs besoins, chaque entreprise prend indépendamment à sa charge l'installation de containers de stockage de son matériel propre (outillages, matériaux, etc...) sur le chantier. L'implantation de ces containers, le cas échéant, se fera en concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS.

### 3.15. Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit le nettoyage des parties concernées par ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et à intervalle régulier. Elle devra ainsi l'évacuation de ses déchets et matériaux non utilisés jusqu'aux bennes prévues à cet effet ou directement en centre de tri (cf. paragraphes précédents), ainsi que le nettoyage de toutes dégradations (projections, salissures, ...) occasionnées par la réalisation de ses ouvrages.

Au cas où le nettoyage se révélerait insuffisant, le Maître d'œuvre donnera l'ordre à une société tierce de procéder à l'évacuation des gravats ou matériaux divers et imputera les frais correspondants aux entreprises responsables ou à défaut à l'entreprise en charge du compte prorata.

### 3.16. Echafaudages, agrès et protections

Il est rappelé que les prix sont réputés tenir compte des échafaudages, agrès et protections qui sont nécessaires pour assurer les prestations, dans toutes les parties des locaux tels qu'ils existent et dans les conditions normales d'accès, ainsi que toutes protections vis à vis des tiers afin d'assurer le maintien en fonctionnement éventuel, total ou partiel du bâtiment considéré et la sécurité des personnes.

Les ouvrages seront remis au Maître d'ouvrage lors de la réception des travaux dans un état de propreté impeccable. L'entreprise devra assurer durant tout le déroulement du chantier la protection et la maintenance de ses protections provisoires ainsi que le nettoyage de ses ouvrages avant réception.

### 3.17. Evacuation et tri des déchets

Les entreprises devront le nettoyage parfait de leurs ouvrages, ainsi que l'enlèvement de leurs gravois aux décharges appropriées.

Les entreprises seront chargées de remettre en état de fonctionnement tel qu'elles les auront trouvés, les divers éléments qu'elles auront pu être amenées à déplacer pour la réalisation de ses ouvrages.

Les entreprises respecteront la réglementation en vigueur concernant la gestion des déchets. Un diagnostic PEMD a été réalisé et est annexé au présent DCE.

Les entreprises décriront les mesures prises pour les trier, les valoriser ou les éliminer : nombre de bennes ou véhicules adaptés, signalétique, mesures de gestion (manutention, propreté sur chantier), information du personnel des entreprises, évacuation, protection du public, etc.

Conformément à la réglementation, les entreprises devront respecter le tri des « 8 flux » (papier, métal, plastique, verre, bois, fraction minéral, plâtre, textiles).

L'ensemble des déchets de démolition/déblais, etc. seront enlevés en décharge homologuée.

**La gestion des déchets de chantier peut être, en tout ou partie, confiée à la gestion du compte prorata, suivant la convention établie entre les Entreprises.**

Le maître d'ouvrage se veut également sensible aux sujets de réemploi. Du réemploi est prévu sur cette opération in-situ et ex-situ. Les entreprises veilleront à prendre soin des produits réemployer en soignant la dépose, le stockage et le transport de ces derniers. **Les entreprises rédigeront une partie sur le réemploi dans leur mémoire technique en présentant les moyens qu'elles mettront en place pour parvenir au réemploi de certains matériaux.**

### 3.18. Protection du chantier

Les entreprises assureront, sur l'ensemble du chantier, la protection totale des rues, des voiries et des cours concernés par les travaux par tous moyens appropriés (échafaudages, pont de service, clôtures, balustrades, platelage, filets de protection, bâches...). Ces installations devront garantir une sécurité totale des autres intervenants et véhicules circulant sur le chantier.

L'accès aux bâtiments existants et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis. Les entreprises prendront toutes les mesures de protection nécessaires afin que ces accès et cette libre circulation soient assurés en toute sécurité.

Ces ouvrages seront maintenus en place durant toute la durée du chantier et ne pourront être repliés que sur ordre écrit du Maître d'œuvre.

### 3.19. Protections des ouvrages

Avant tout commencement des travaux, l'entreprise doit effectuer, à ses frais, des protections efficaces de tous les appareils ou revêtements mis en œuvre par d'autres lots et dont l'aspect fini ne nécessite pas l'application de peinture. Ces protections sont nécessaires, en particulier pour les appareils sanitaires, la robinetterie, les divers revêtements de sol, les plinthes autres que celles en bois, les profilés en alliage anodisé, les pièces de quincaillerie, les faux-plafonds, les éléments de vitrerie et de miroiterie, etc.

En fin de travaux, il doit la dépose de toutes ses protections, ainsi qu'un nettoyage soigné de toutes les parties apparentes ayant ou non reçu une protection.

Durant le chantier une protection particulière des vitrages sera à prévoir et le nettoyage devra se faire sans objet entraînant tout risque de rayure.

### 3.20. Responsabilités pour vols et/ou dégradations

Il est ici formellement spécifié que chaque entreprise sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'Ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que leurs interventions peuvent se faire dans des lieux occupés et que dans ce cas ils devront prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, les entreprises sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de garantir de tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité ni supplément de quelque nature.

Ils seront tenus de remettre en état ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quel que soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à toutes contestations ou répartition des dépenses. Ils devront également prendre toutes disposition pour éviter tout accident de personne, sur et aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destruction se produisent pendant la durée des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entreprise responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, des matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations ou remplacements.

Aucune indemnité ne pourra être allouée aux entreprises pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entreprises doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

### 3.21.Réception des supports

Lorsqu'un ouvrage exécuté par une Entreprise constitue le support de la prestation d'une autre entreprise, celle-ci doit réceptionner le support. Si elle estime le support non conforme, elle doit en faire part et le signaler par écrit au Maître d'œuvre qui prendra toutes décisions utiles.

A défaut d'observation écrite, signifiée en temps utile et au moins 21 jours calendaires avant le début prévu de sa prestation, l'entreprise sera réputée avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

Concernant les supports existants apparents, avant tout commencement de travaux, l'entreprise du lot concerné devra procéder à la réception des supports et s'assurer qu'ils requièrent toutes les conditions pour permettre une bonne adhérence des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où ces supports s'avèreraient inaptes à recevoir les ouvrages prévus (état de surface, planéité, aplombs et équerrage, état de rugosité, implantation des bâtis et huisseries, saillie de canalisations, de gaines ou fourreaux etc.) il pourra être nécessaire d'exécuter des travaux préparatoires. Selon leur nature et sur ordre du Maître d'œuvre ces travaux pourront être réalisés par le lot concerné et les frais consécutifs seront supportés par l'entreprise considérée comme responsable du support.

### 3.22.Travaux en milieu occupé

Les travaux seront réalisés en milieu semi-occupé. Les occupants ne seront pas présents dans la zone de travaux mais travailleront dans les locaux à proximité immédiate du chantier. Le chantier se déroulera en opération tiroir plateau par plateau et les plateaux en cours de travaux seront entièrement vidés.

Les travaux bruyants devront être réalisés avant 10h00 et après 16h00.

L'entreprise respectera les prescriptions données ci-dessous :

#### 3.22.2.Protection des existants

Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages et éléments existants (mobilier, espaces verts, bâtiments, voiries, réseaux, aménagement divers), ainsi que pour que l'occupation et fonctionnement normal du site et de sa périphérie extérieure avoisinante ne soient pas troublés.

L'accès au site et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis.

Pour toutes interventions, les entreprises devront :

- Baliser les zones d'interventions.
- Maintenir les accès de sécurité libres et protégés.
- Protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières.
- Protéger l'ensemble du mobilier des locaux.
- Protéger l'ascenseur utilisé pour les travaux.
- Nettoyer et protéger journallement les parties communes et les surfaces accessibles aux occupants.
- Respecter toutes les demandes formulées par le Coordinateur de Sécurité et le Maître d'Œuvre.
- Remettre les locaux en ordre après intervention.

Lorsque cela sera nécessaire les revêtements de sols seront totalement recouverts par une protection efficace, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour les passages, l'approvisionnement ou la sortie des gravois.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux occupés de l'établissement, l'entreprise devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastiques ou tous autres moyens d'une absolue efficacité pour empêcher toutes dégradations, si minime soit-elle, des objets protégés. De plus les équipements seront protégés contre la pénétration des poussières.

Enfin lors des travaux de démolition, l'entreprise prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entreprise aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

L'entreprise est responsable de tous les dégâts de toutes natures qui pourraient survenir aux ouvrages ou aux tiers de son fait, de vols ou des intempéries (gel, pluie, etc.).

Les entreprises assureront directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance continue et efficace de son chantier.

Le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise à la charge de l'entreprise défaillante.

### 3.22.3.Communication avec les occupants

Les entreprises signaleront aux occupants, par affichage à chaque entrée du site, une semaine au moins avant le début de son intervention, les secteurs de travaux. Dans tous les cas, l'accès aux bâtiments sera assuré en permanence.

Les entreprises et leur personnel veilleront avec le plus grand soin aux bonnes relations avec les occupants. Ces bonnes relations porteront sur quatre points principaux :

- La courtoisie et la discrétion.
- L'organisation de l'exécution de façon à minimiser la gêne occasionnée par les travaux.
- Le strict respect des dates d'intervention arrêtées conjointement par le Maître d'Œuvre, l'OPC et les occupants.
- La propreté des lieux après travaux. Chaque poste de travail doit être nettoyé en fin de journée.

Toute intervention susceptible de perturber le fonctionnement du site et l'usage des locaux sera limitée ou phasée avec l'OPC de telle sorte que la perturbation reste ponctuelle.

Dans tous les cas les travaux se dérouleront selon un phasage établi conjointement par le Maître d'ouvrage, le Coordonnateur Sécurité, le Maître d'œuvre et OPC pour le temps global imparti à la durée de l'opération.

### 3.22.4.Obligation des occupants

Afin de permettre la réalisation de l'opération les occupants seront tenus :

- De permettre l'accès à toutes les pièces lorsqu'une intervention d'entreprise est prévue, pendant le temps nécessaire à la réalisation des ouvrages dans le respect des horaires de chantier,

- En fonction des travaux prévus, de déplacer leurs effets personnels, petit mobilier, électroménager, ... préalablement à l'intervention des entreprises, sauf si une contre-indication a été donnée par la maîtrise d'œuvre.

### 3.22.5. Horaires de chantier

Les entreprises devront se conformer strictement aux instructions du Maître d'Œuvre et du CSPS en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers. Ils supporteront les interruptions de travail nécessitées par les besoins de maintien en exploitation du site et prendront en charge toutes les mesures qui leur seront demandées pour limiter la gêne des occupants avoisinants et notamment la restriction des périodes de levage, approvisionnement, travaux bruyants en fonction de l'environnement du chantier.

Les travaux bruyants devront notamment être réalisés avant 10h00 et après 16h00.

### 3.23. Prototypes d'ouvrages et échantillons-référence

Les entreprises doivent inclure dans leur offre tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient lui être demandés par le Maître d'Œuvre.

Les entreprises doivent toutes les modifications et adaptations demandées sur les prototypes jusqu'à l'obtention des aspects et finitions demandés par le Maître d'Œuvre.

Les entreprises doivent obligatoirement déposer au bureau du Maître d'Œuvre, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de ses travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, documentation technique, documentation en couleur, etc.).

Ces échantillons sont présentés dans les délais imposés par la maîtrise d'Œuvre et avant toute commande aux fournisseurs. Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'en demander le remplacement. Si les délais imposés ne sont pas respectés, les pénalités prévues au C.C.A.P. seraient appliquées.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les entreprises ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande fabrication et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in-situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix définitifs des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc. qui n'auraient pas de référence dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande, fabrication et mise en œuvre.

La polychromie n'entraînera pas de majoration de prix.

Les échantillons retenus resteront jusqu'à l'achèvement des travaux à la disposition des Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

### 3.24. Contrôle technique des ouvrages en cours de travaux

Les contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages seront assurés, périodiquement et en cours de travaux, par le Maître d'œuvre, éventuellement assisté de toutes personnes de leur choix.

Aussi, l'Entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous hebdomadaires de chantier lorsqu'il a été dûment convoqué par le Maître d'œuvre.

En cas d'observation, l'entreprise est tenue de donner immédiatement et sans délai les ordres nécessaires pour répondre aux observations faites.

Des points d'arrêt seront demandés aux entreprises par le Maître d'œuvre ou OPC afin de contrôler les ouvrages en cours de réalisation. Les travaux ne reprendront qu'après accord du coordonnateur de chantier.

L'entreprise peut également faire une demande écrite à la Maîtrise d'œuvre une semaine minimum avant la nécessité de passage, pour l'informer d'un besoin de contrôler des points critiques : points où il revêt une importance de vérifier la bonne conformité, exactitude ou qualité de l'ouvrage en cours.

Dans tous les cas, l'entreprise sera tenue de respecter le planning de chantier. Il adaptera son effectif si besoin.

### 3.25.Coupure des réseaux

Les modalités de coupures d'eau, de gaz et d'électricité pouvant intervenir durant la phase de chantier seront établies en accord avec le maître d'œuvre (planning, fréquences, durées...).

L'entreprise doit faire une demande écrite à la Maîtrise d'œuvre dès la phase de préparation de chantier pour toute consignation de réseaux nécessaire à la réalisation de ces travaux.

Aucun travaux de démolition/dépose/modification ne démarrera sans PV de consignation.

Il doit également fournir au Maître d'œuvre un permis feu dans tous les locaux le nécessitant. La demande devra être réalisée le plus en amont possible auprès de la Maîtrise d'ouvrage. Il ne sera pas admis de travail par point chaud 2 heures avant le départ du chantier par mesure de sécurité.

### 3.26.Éventuel rejet d'eaux ou de liquides du chantier

Les éventuels rejets dans les cours d'eau ne se feront jamais de façon directe.

Les eaux de rejets issues des installations de chantier devront être décantées et déshuilées de façon à satisfaire aux normes minimales définies ci-après :

- MES : 30 mg/L.
- DBO5 : 50 mg/l en pleine charge, 30 mg/l en moyenne sur 24 h.
- DCO : 120 mg/l en pleine charge, 90 mg/l en moyenne sur 24 h.
- Hydrocarbures : 5 mg/L.

Les MES correspondent aux matières en suspension totales.

La demande biochimique en oxygènes (DBO5) est la quantité d'oxygène exprimée en mg, qui est consommée pendant 5 jours à 20° par certaines matières organiques.

La demande chimique en oxygène (DCO) est la quantité d'oxygène exprimée en mg, nécessaire à l'oxydation des matières oxydables dans les conditions de l'essai par le dichromate de potassium.

Dans le cas où les services gestionnaires des cours d'eau et sources intéressées imposeraient des normes plus strictes que celles-ci, l'Entreprise serait contrainte de s'y soumettre.

### 3.27.Hygiène et sécurité

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas, la sécurité et l'hygiène du personnel conformément à la réglementation en vigueur.

Si un Coordinateur SPS a été missionné par le Maître d'Ouvrage pour le chantier alors un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.) a été établi et devra être respecté.

Toutes les entreprises, devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et le fournir dans les délais imposés par le Maître d'œuvre et/ou CSPS.

### 3.28.Nuisances sonores

Toutes les dispositions devront être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation du personnel, etc.) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles afin de ne pas exposer les travailleurs à des niveaux de bruit incompatibles avec leur santé et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entreprise dans le strict respect de la législation en vigueur.

De plus les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique et munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE qui régit les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

### 3.29.Protection des travailleurs

Tous les outils, appareils, engins et équipements utilisés par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur. Ils doivent être employés dans leur domaine de fonctionnement normal.



Les entreprises assureront, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à leur personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés.

Le port des EPI et de carte d'identification professionnelle sont obligatoires durant toute la durée du chantier.

De façon générale, les entreprises doivent se conformer à toutes les recommandations du coordinateur SPS et du Maître d'œuvre durant le chantier sans pouvoir exiger quelconque indemnité ou supplément.

### 3.30. Dimensions des éléments constitutifs

Les sections et autres dimensions des divers éléments de construction seront calculées pour résister à un usage correspondant à celui auquel elles sont destinées.

L'entreprise devra tenir compte des exigences constructives du fait que celles-ci sont destinées à s'associer à des ouvrages prévus à d'autres lots, ce qui implique une coordination très stricte avec les autres lots.

Les profils, sections et assemblages devront toujours être exécutés suivant les normes et les règles de l'art.

Les sections et dimensions des ouvrages précisés sur les pièces marchées sont à vérifier par l'entreprise en fonction des dimensions de l'ouvrage, de l'utilisation de l'ouvrage, des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage, de l'environnement immédiat de l'ouvrage et des ouvrages connexes venant se raccorder sur lui et bien entendu de la situation de la construction et de l'implantation et de l'exposition de l'ouvrage.

L'entreprise, en tant qu'homme de l'art, se doit de signaler et d'employer les techniques et matériaux garantissant une durabilité satisfaisante à l'ouvrage.

Il demeure le seul responsable d'éventuels mauvais choix et se doit de signaler au Maître d'Œuvre toute prescription lui semblant inadéquate.

### 3.31. Tolérances de fabrication

Les tolérances de fabrication que ce soit pour l'épaisseur, le dimensionnement, l'équerrage ou la flèche avant ou après mises aux dimensions sont prescrites par les normes et DTU.

A défaut, ces tolérances seront celles prévues et définies par le concepteur-gammiste dans ses notices techniques, considéré dans la mesure où celui-ci possède toutes les compétences et les agréments nécessaires dont l'entreprise devra faire la preuve.

La fabrication des ouvrages devra être réalisée en prenant toutes précautions utiles pour éviter l'apparition de désordres qu'ils soient techniques ou esthétiques. L'entreprise devra notamment prendre toutes dispositions pour éviter les contacts avec d'autres matériaux non compatibles (cuivre, limaille de fer ou d'acier etc.), éviter les rayures qui ne seront pas admises lors de la réception de l'ouvrage, faire en sorte d'éviter les infiltrations d'eau ou d'air entre les coupes ou par des jeux excessifs entre ouvrant et dormant en assurant une exécution très précise des assemblages d'angles et en employant des joints, cales et garnitures de modèles strictement adaptés aux profils utilisés.

### 3.32. Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les normes, D.T.U. et règles professionnelles. L'entreprise doit respecter strictement les tolérances. En cas de dépassement de ces tolérances, le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser l'ouvrage et d'exiger son remplacement, aux frais de l'entreprise responsable.

### 3.33. Tolérance d'exécution

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Œuvre. Il importe pour chaque Entreprise de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux lots sont à la charge de l'Entreprise intervenante en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.



En conséquence, il appartient à chaque Entreprise concernée de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'Entreprise incriminée, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres Entreprises.

### **3.34. Qualité des prestations**

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final.

Tous les travaux de finition ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

### **3.35. Pose des ouvrages**

La pose des ouvrages devra toujours être effectuée par des ouvriers qualifiés et l'entreprise devra en apporter la preuve.

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement prévu et toutes les précautions seront prises pour assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct. Les ouvrages seront calés et fixés avec soin avec des produits spécifiquement destinés à cette utilisation (cales, chevilles, visserie, pattes, etc.).

### **3.36. Réservations**

L'entreprise aura à sa charge les plans et détails de mise en œuvre des réservations nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Les plans de réservation seront remis aux lots concernés et feront apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre et le B.E.T. jugeront utiles.

### **3.37. Percements**

L'ensemble des percements de sol, de cloison, ou d'ouvrages divers pour la bonne exécution des ouvrages est inclus dans l'offre des entreprises.

Tous ces percements sont à inclure dans la proposition et ne feront pas l'objet de plus-value.

### **3.38. Trous, scellements, calfeutrements et raccords**

L'entreprise devra tenir compte des sujétions résultant de la présence d'éléments d'autres lots (appareils sanitaires, huisseries, fourreaux, canalisations...).

Toutes les découpes, sujétions (joint souple autour de ces éléments, socles autour des fourreaux, etc.) sont à inclure dans la proposition et ne feront pas l'objet de plus-value.

### **3.39. Calfeutrement et traitement de l'étanchéité à l'air**

Les calfeutrements seront toujours conformes aux normes et D.T.U.

Le mode de calfeutrement devra figurer sur les plans de fabrication et de pose ainsi que sur les plans de détails.

Les éléments de calfeutrement et d'étanchéité doivent être perméables à la vapeur d'eau pour favoriser les échanges intérieurs / extérieurs en fonction des différences de pression et permettre l'évacuation de l'humidité résiduelle présente dans les éléments constituant les parois.

Le traitement de chaque liaison doit répondre aux critères suivants :

- Assurer la continuité de l'étanchéité à l'air et à l'eau, malgré les dilatations différentielles des différents éléments,
- Eviter la présence d'humidité dans les liaisons,
- Assurer la continuité de l'isolation thermique, acoustique et feu si besoin,

- Assurer la durabilité des propriétés évoquées ci-dessus,

L'étanchéité fera l'objet d'une vérification en fin de travaux.

### 3.40.Interactions entre lots

Il appartient à chaque entreprise intervenante de réclamer en temps voulu à l'entreprise principale les précisions nécessaires à la bonne compréhension de ses limites de prestation.

L'entreprise ne pourra se prévaloir durant l'exécution du chantier d'un manque de renseignements afin de justifier la non-réalisation de travaux lui incombant.

Chaque entreprise est tenue de se mettre en relation en temps voulu avec les entreprises ayant des travaux en lien avec les siens, afin d'échanger avec elles sur les attentes de chacun.

D'une manière générale, les entreprises devront travailler en bonne intelligence sur le chantier.

### 3.41.Matériaux, produits, fournitures

Les matériaux, produits et fournitures devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours de première qualité suivant indications de provenance et devront répondre aux conditions et prescriptions, type définis dans le présent CCTP. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini par le CCTP par une marque nommément désigné et la mention "équivalent, similaire ou analogue" l'Entreprise aura la faculté de faire agréer par le Maître d'Œuvre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine. En aucun cas l'Entreprise ne pourra substituer un produit ou matériau de son choix à ceux prévus au présent CCTP sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF, EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits non traditionnels, non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF, EN ou ISO devront, selon le cas, soit faire l'objet de Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen, soit être admis à la marque NF, soit faire l'objet d'un ATEX soit avoir reçu un Avis de chantier.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes du REEF ou d'être équivalent aux produits français similaires et/ou d'être agréés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Enfin, chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entreprise devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel, sans pouvoir prétendre à une plus-value.

### 3.42.Engagement des entreprises vis-à-vis des produits et matériaux

Dans le cas où un matériau est nommément désigné dans le présent CCTP et suivi de la mention « ou équivalent », les entreprises peuvent présenter dans leur offre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'une fois l'offre remise et les matériaux validés par le Maître d'œuvre en jugeant l'offre techniquement acceptable, les entreprises s'engagent à utiliser les produits et matériaux clairement indiqués dans leur offre (ou à défaut ceux du CCTP si ceux proposés ne sont pas jugés équivalents).

### 3.43.Intervention sur matériau contenant de l'amiante

L'entreprise devra prendre connaissance des diagnostics amiante avant travaux.

Toute incohérence ou manque d'information devra être signalé par l'entreprise au maître d'œuvre dès la phase de consultation.

Si en cours de chantier, une entreprise détecte un matériau jugé suspect et pouvant éventuellement émettre des fibres d'amiante, elle devra obligatoirement stopper son activité immédiatement et en informer aussitôt la Maitrise d'Œuvre et la Maitrise d'Ouvrage qui demanderont des analyses complémentaires pour affirmer ou lever le doute.

## 4.PLANNING PREVISIONNEL

---

### 4.1.Planning d'intervention

Les travaux seront réalisés selon le planning joint à la présente consultation. Dans tous les cas, les entreprises respecteront scrupuleusement les consignes de l'OPC concernant le phasage et la coordination des travaux.

### 4.2.Réception partielle des plateaux et mise à disposition en fin de travaux

À l'issue de chaque phase de travaux correspondant à un niveau, les plateaux devront faire l'objet d'une pré-réception. Celle-ci inclura la levée de l'ensemble des réserves identifiées, en présence des entreprises, de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'Ouvrage. Cette pré-réception permettra la mise à disposition des locaux au Maître d'Ouvrage et aux utilisateurs.

Le nombre et l'ordre de ces mises à disposition pourront être modifiés en cours de projet par le MOA, le MOE ou l'OPC pour le bon déroulement du chantier.

Ces mises à disposition ne constituent pas des réceptions de travaux.

La réception finale de l'ensemble de l'opération interviendra à la clôture complète du chantier.